

RAPPORT
AU COLLECTIF NATIONAL
DE L'UNEF

Créteil le
Dimanche 20 Novembre 1994

Présenté par Loïc PEN,
Secrétaire National

INTRODUCTION

Le rapport que je vais vous présenter n'a pas l'ambition de faire un point complet de l'actualité de la vie de l'UNEF et de ses batailles.

Le rapport qu'avait fait Marie-Pierre lors du CN du 24 Septembre, reste pleinement d'actualité et c'est en quelque sorte un rapport à mi-parcours que je vous présente.

Ce rapport comporte deux grandes parties.

Tout d'abord, le bilan de la Rencontre Nationale des Résidents et de la manif d'hier, et dans le contexte quels axes de batailles peut-on donner à l'UNEF pour les semaines à venir.

Puis dans une deuxième partie, j'aborderai la question de la lettre des lycéens qui vous a été remise.

I - Partie

1) **Bilan de la Rencontre** : Quoi de plus simple que de dire complètement positif. Positif, d'abord parce que sur la Rencontre elle-même, nous avons eu environ 130 participants et parmi ceux-ci 50 résidents. Pour vous donner l'échelle sur un congrès de l'UNEF, il y a environ 15 résidents pour 300 participants.

Positif ensuite, parce que nous comptabilisons une centaine de porte-à-porte et d'AG en cité-U, et c'est plus que nous n'en avons jamais faite, une année, cela a dynamisé l'orga au-delà de toute attente, on comptabilise au moins un millier d'adhésions depuis le dernier CN, le bilan définitif n'étant pas encore tiré.

Positif enfin par la qualité des débats que ce soit dans les AG ou à la Rencontre, et je ne vais pas reprendre ici l'ensemble des questions abordées, je vous renvoie -pour cela- à la charte des résidents et il sera fait une synthèse pour ceux qui n'ont pas pu assister à cette Rencontre.

2) En ce qui concerne les manifs d'hier, même si tous les chiffres ne nous sont pas encore parvenus, un mot revient : importantes, avec il faut le noter, un cortège UNEF qui -lui aussi- était important malgré les difficultés de préparation dues à la Rencontre Nationale. Je tiens à lier ces manifs et l'état d'esprit des étudiants, le dynamisme du cortège UNEF le montre, il suffit de peu pour que le mécontentement et latent chez les étudiants s'expriment en revendications concrètes, en luttes constructives.

Du fait de la préparation de la Rencontre, nous avons été un peu moins présents sur les facs, mais tellement plus sur les cités que globalement, le niveau d'activité de l'UNEF est en hausse, de plus, des actions se sont tenues, celles qu'on qualifie souvent à tort de petites actions, depuis les dérogations à gagner jusqu'au dédoublement de TD et ces actions ont été nombreuses, mais certains copains ont eu le sentiment que, parce que ces initiatives étaient moins médiatiques que ce dont nous avons pris l'habitude, il ne se passait plus rien sur les facs. Je tiens d'ailleurs à noter que même en ordre dispersé, se sont quand même tenues le 8 Novembre une manif pour la Recherche avec 5.000 étudiants et enseignants-chercheurs, le 10, la journée nationale d'action des personnels de CROUS et à cela, il faut ajouter les luttes des élèves infirmiers et la manif d'hier.

3) Néanmoins, il nous faut maintenant accélérer, et je vous propose de retenir quelques initiatives à mettre en avant dès lundi sur les facs car autant les étudiants sont en colère, autant il n'y a pas de spontanéisme et l'UNEF est aujourd'hui le seul syndicat étudiant de fait, sur le terrain des luttes, l'Unef-ID -vu son actualité- en étant absente.

Ce que nous ne ferons pas, personne ne le fera.

Je vous propose donc 3 axes de batailles principaux auxquels nous pouvons rattacher toutes nos actions plus spécifiques, plus un axe supplémentaire pour la région parisienne.

* 1er axe :

Le budget : Nous l'avons encore dit hier, que ce soit sur nos conditions d'études de vie, de résidence, c'est le fric qui est au centre des problèmes de l'éducation ; le budget de pénurie qui est l'outil principal du remodelage de l'université.

La pétition nationale pour des moyens doit continuer à être utilisée. Nous voulons gagner sur cette question, déjà nous avons déposé 130.000 signatures que les groupes communistes et socialistes ont accepté de présenter à l'Assemblée Nationale, mais gagner, ça veut dire continuer et lier à cela des batailles concrètes.

*** 2ème axe :**

Le SOS-TD : Je le mets en axe de bataille parce qu'il y a urgence. Ce n'est pas quand les étudiants auront décidé d'abandonner, faute de place, qu'il faudra se soucier de dédoubler les TD ; là aussi notre responsabilité est engagée.

*** 3ème axe :**

Continuer sur l'aide sociale : C'est à dire continuer sur les batailles engagées dans les cités, faire gagner les listes UNEF au Conseil de Résidence pour nos revendications, se servir de la charte, exiger le respect de nos droits. Un des outils dont nous disposons, c'est la pétition nationale sur les 215 millions détournés par le CNOUS.

*** Le 4ème axe plus parisien :**

La carte-orange : Le 25 Novembre va se tenir le Conseil d'Administration de la RATP, avec présence des ministères de tutelle : transport, finances, budget.

Nous avons eu à ce sujet une réunion avec la CGT-RATP et nous souhaitons faire de cette occasion, un grand rendez-vous. Cela pourrait prendre la forme d'une délégation de l'UNEF présentant les pétitions, la CGT-RATP ayant d'ores et déjà accepté de les porter au C.A. Cette semaine va donc être déterminante pour la carte-orange à 50 %, une pétition est d'ailleurs disponible, qui fait le lien entre nos conditions de vie et d'études et l'absence de tarif-réduit sur la carte-orange.

Enfin, d'ici peu de temps, le BN va être amené à prendre des initiatives pour amplifier la campagne "Zéro-Expulsion" d'étudiants étrangers et lui donner une résonance nationale.

4) Toutes ces initiatives nous posent la question bien évidemment de notre orga, nous avons presque 3 mois d'avance sur l'an dernier au niveau de notre chiffre, mais nous en sommes au même niveau en ce qui concerne la remise de cartes.

Il nous faut confirmer sur les nouvelles adhésions et poser plus largement encore la question de s'organiser à l'UNEF et faire un réel effort sur la remise de cartes, appeler tous les anciens adhérents, travailler par associations.

A ce sujet autant que notre nombre, nos assocés soient déterminantes, elles nous permettent d'intégrer très largement les nouveaux adhérents.

Nous avons fixé l'objectif de 50 réunions d'assocé, objectif largement dépassé, il nous faut continuer et faire que les assocés prennent des initiatives de luttés très concrètes, utiles, c'est ce qui nous permettra d'intégrer d'être plus nombreux, et donc de pouvoir tenir toutes les batailles.

Je vais m'arrêter là pour la première partie, en ayant bien évidemment, le sentiment que je n'ai pas été complet, mais je pense que les axes définis nous permettent d'être offensifs dès demain sur les facts.

II - Partie

Ma deuxième partie concerne la lettre des lycéens qui vous a été distribuée. Depuis maintenant un an, nous sommes régulièrement sollicités par des lycéens pour les aider à s'organiser. Cela a pris d'ailleurs de fortes proportions durant le CIP où déjà des comités de lycéens anti-CIP avaient téléphoné au BN (par exemple celui de Nevers) pour pouvoir s'affilier et s'organiser avec l'UNEF.

Ce sont aussi des demandes locales qui ont été faites à des AGE.

On peut prendre l'exemple d'une association d'apprentis à Pantin, qui a déposé des statuts, élu un bureau et qui se reconnaît membre de l'UNEF, syndicat pour se défendre.

Ces multiples demandes nous ont amené à réfléchir sur l'utilité d'aider les lycéens à se doter d'une structure de lutte pour se défendre et gagner sur leurs droits. Et fin Octobre, le BN a été sollicité par le Comité des Sans-Bahut de Seine-St-Denis pour aider à la création d'un syndicat lycéen affilié à l'UNEF.

L'intérêt d'une telle initiative est évident, pour le SOS-Inscription bien sûr, puisque cela nous aiderait et aiderait les lycéens à être mieux préparés aux pièges des rectorats, à leur arrivée en fac, mais aussi plus largement parce que depuis plusieurs années, les lycéens prennent une part croissante dans les mouvements de jeunes, et que la cohérence des attaques est la même au lycée et à l'université.

En accord avec le principe, le BN a donc demandé à une délégation composée de Tania Brun, Gwenaëlle Stephan et moi-même, de rencontrer les lycéens pour préciser leur démarche et leurs demandes concrètes.

Nous avons rendu compte de cette rencontre au Bureau National, pour qu'il vous fasse des propositions en toute connaissance de cause.

Le Bureau National - en accord avec les lycéens - ne souhaite pas retenir le concept d'affiliation d'un syndicat lycéen à l'UNEF. En effet, il faut qu'ils aient leur propre organisation et leur propre direction, et les affilier serait leur imposer une direction étudiante élue par d'autres qu'eux. Qu'ils puissent avoir l'outil pour se défendre et décider de leurs revendications et de leurs formes de luttes, voilà ce qui est déterminant, et c'est pleinement notre orientation. Dans ces conditions, ils n'auraient bien évidemment pas le droit de vote dans l'UNEF. Faut-il le préciser ?

Nous proposons donc conjointement de retenir le concept de syndicat lycéen associé à l'UNEF.

Lors de la rencontre, ils nous ont expliqué que l'identité de l'UNEF était pour eux très importante, parce qu'ils s'y reconnaissent pleinement. Nombre de lycéens portaient d'ailleurs l'autocollant UNEF lors des manifs, de plus, ils se retrouvent dans la démarche de lutte de l'UNEF.

Ils souhaitent aussi pérenniser un syndicat lycéen pour qu'il ne soit pas qu'un feu de paille. Ils ont d'ores et déjà décidé de créer ce syndicat lycéen, d'ailleurs ils représentent maintenant beaucoup plus que le Comité des sans-bahut de Seine-St-Denis comme ils l'expliquent dans la lettre. Ils nous ont expliqué qu'ils avaient déjà eu des contacts avec la

FIDL et UNL mais ces deux organisations ne correspondent pas à leurs attentes, en ayant plus une démarche de contrôle des lycéens que d'outil pour les luttes.

Ce qu'ils nous demandent : pouvoir avoir l'UNEF comme point de ralliement ; cela signifie très concrètement un bureau de une ligne de téléphone au siège de l'Union Nationale. Ils sont aussi très demandeurs de conseils, et d'expériences que ce soit pour la rédaction d'un journal ou la tenue des luttes.

Le BN pense qu'il est de notre responsabilité d'aider les lycéens à se doter d'un outil pour les luttes et demande donc au collectif national de se prononcer pour une association du syndicat lycéen à l'UNEF, le nom que souhaite donner les lycéens à leur syndicat serait : SL UNEF.

La communauté de nom est importante pour eux, car elle permet d'être au siège de l'Union Nationale de façon tout à fait honnête.

De plus, cette communauté de nom permettra aussi plus facilement l'identification de l'UNEF de l'arrivée des lycéens à la fac.

En ce qui concerne le débat sur leur structuration ce n'est bien évidemment pas à nous d'en décider ici.

Notre rôle consiste donc à apporter la réponse suivante, oui ou non à l'association à l'UNEF, et personnellement je ne vois aucune raison de refuser ce qui me semble être une chance pour eux et nous.

CHARTRE DES RESIDENTS

<p>1,2 millions d'étudiants au début des années 80, 2.250.000 en 94-95, l'enseignement supérieur poursuit une phase de massification depuis plusieurs années. Cette massification traduit l'exigence et la volonté, d'une part, toujours plus importante de la jeunesse d'accéder au savoir et d'acquérir une formation et un diplôme de qualité.</p> <p>Mais cette massification est loin de s'accompagner d'une démocratisation de l'Enseignement Supérieur. 45 % des étudiants quittent l'université sans diplôme. Les premiers à en être victimes sont les étudiants issus des couches populaires pour qui, l'université rime avec petit boulot, et l'échec à un examen, avec abandon.</p> <p>Loin de répondre à la demande de formation et au besoin d'aide sociale, les gouvernements successifs ont fait le choix du désengagement financier de la privatisation. Un chiffre l'illustre, de 1970 à 1995, le nombre d'étudiants a augmenté de 321 %. Celui du nombre de places offertes en cité-U, de 38 % ! Et le gouvernement ainsi que le CNOUS, sont déterminés à aller toujours plus loin.</p> <p>Pour preuve, les 215 millions bloqués par le CNOUS en bons du Trésor, comme s'il n'y avait pas plus urgent pour l'aide sociale. Ces 215 millions équivalent à 12.000 bourses au 5ème échelon, ou encore, au double du budget alloué à la rénovation des cités. Autre "mesure" l'"augmentation" de 0,83 % du budget du CNOUS alors que dans le même temps, l'inflation est de 2,5 % et les étudiants ont vu leur nombre augmenter de 7 %.</p> <p>En clair, le budget des Oeuvres a baissé de 10 points par étudiants en un an, il en est ainsi chaque année.</p> <p>Aujourd'hui, cette situation n'a que trop duré. Les participants à la Rencontre Nationale des Résidents en cité-U originaires de 22 CROUS, proposent une charte pour redéfinir ce à quoi doivent servir les Oeuvres Universitaires et redonner les principales revendications.</p> <p>1) Les Oeuvres Universitaires : Un service public</p> <p>La mission première des Oeuvres</p>	<p>Universitaires est de répondre à l'exigence d'une aide sociale directe (bourse...) et indirecte (resto-U, transport...) de plus en plus forte.</p> <p>Répondre à cette exigence c'est se donner les moyens de permettre à un plus grand nombre d'étudiants de poursuivre et de réussir leurs études et que la massification s'accompagne d'une véritable démocratisation (ce qui est loin d'être le cas, les étudiants issus des milieux modestes se tournant avant tout vers les filières courtes). L'aide sociale est un des moyens et une des conditions sine qua non pour lutter contre l'échec. Echec qui pousse chaque année près de 50 % des étudiants à abandonner l'université.</p> <p>Moyen aussi de lutter contre la précarisation de l'étudiant. Le recours au petit boulot, de manière de plus en plus massive n'est pas étranger à l'allongement du temps nécessaire à l'obtention d'un diplôme (entre 3 et 4 années en moyenne, pour obtenir un Deug).</p> <p>Le caractère de service public du CNOUS et des CROUS doit être réaffirmé et ne souffrir d'aucune dérogation. L'UNEF, dans chaque ville universitaire se met à la disposition des résidents pour créer une association...</p> <p>2) Réengagement financier de l'Etat dans l'aide sociale</p> <p>Depuis plusieurs années, les gouvernements successifs ont fait un choix, celui de se désengager financièrement des Oeuvres, et d'acculer celles-ci à raisonner en terme de rentabilité, occultant complètement le côté service public. Précarité des personnels embauchés, suppression de 1.000 emplois en 10 ans, réduction des prestations assurées par le CROUS...</p> <p>Cette situation va à l'opposé de ce qu'il faut aujourd'hui pour 2 millions d'étudiants. Répondre à la demande sociale de formation, exige que l'Etat puisse garantir le droit aux études pour tous. Et cela passe par le réinvestissement de l'Etat dans l'aide sociale.</p>	<p>3) Etre résident, c'est être citoyen</p> <p>Conséquence d'une conception paternaliste des Oeuvres Universitaires, les résidents sont véritablement traités comme des non-citoyens.</p> <ul style="list-style-type: none"> - C'est l'existence de règlement intérieur rétrograde, le flicage permanent et l'intrusion dans la vie privée. - C'est des conseils de résidences où les élus n'ont qu'une voix consultative et où en dernier ressort, le directeur de la cité-U décide arbitrairement de tout. <p>Dorénavant, les résidents doivent être considérés comme des citoyens à part entière : les règlements intérieurs doivent être conformes à cela et interdire toute pratique qui constitue une violation de la vie privée du résident.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les élus en conseil de résident doivent avoir de réels pouvoirs de décision et les moyens pour les mettre en oeuvre. <p>4) Des exigences très précises</p> <p><u>Pour pouvoir étudier et réussir nos études, nous savons ce dont nous avons besoin :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * la construction d'urgence de 200.000 chambres tout équipées, de 15 m², pour répondre à la demande, * un plan de rénovation de l'ensemble des cités-U existantes, * la mise en place de véritables structures d'accueil pour les étudiants handicapés, * le blocage, par le CNOUS, des loyers. <p>5) Harmonisation nationale des critères sociaux d'attribution</p> <p>L'attribution des chambres se fait - à l'heure actuelle - de manière arbitraire en fonction des CROUS. Dorénavant, les critères d'attribution de chambres, doivent être des critères sociaux identiques dans chaque CROUS et définis nationalement.</p> <p>6) Les cités-U, un lieu de vie</p> <p>Développement de l'activité associative et culturelle en cité-U. En finir avec les cités-ghettos.</p>
---	---	---

RAPPORT CADRES

Dimanche 20 Novembre 1994
Créteil

*Présenté par Bob INJEY,
Président de l'UNEF*

Nous arrivons à un moment important de notre collectif, l'élection du Président, du Secrétaire Général et le renouvellement d'une partie du Bureau National.

Depuis le dernier congrès, il y a tout juste un an, un certain nombre de camarades ont vu leur situation personnelle se modifier et de ce fait, ont fait part de leur désir de quitter le BN. Cette situation, pour un syndicat étudiant comme l'UNEF, est tout à fait normale. Etudiants, nous ne le sommes que quelques années et c'est tout naturellement que le renouvellement de la direction se trouve posé régulièrement. C'est vrai au niveau d'une AGE, c'est tout aussi vrai au niveau national.

Ainsi comme vous le savez, à ma demande et en accord avec le bureau national, je quitte après 6 ans au Bureau National - dont 2 à la Présidence - mes responsabilités de Président de l'UNEF.

Ce changement de Président entre deux congrès n'est en rien exceptionnel, ce fut déjà le cas dans la période récente en Février 87 et Septembre 92.

Dans ce cas, c'est le Collectif National, conformément à nos règles statutaires, qui élit la nouvelle direction.

Comme le stipule le règlement intérieur, le Bureau National s'est donc réuni il y a exactement 15 jours (le 5 Nov.) et a mis à l'ordre du jour cette question.

D'autre part, de manière à permettre à l'Union Nationale d'être informée et de donner son avis, le BN a rendu publiques ses propositions.

Huit autres camarades ont demandé à quitter le Bureau National, il s'agit de :

- Katel CORDUANT
- Sébastien DIBOS
- Frédéric HARDY
- Eric JOSIEN
- Damien PLA
- Karine SARRAZIN
- Dominique TOULAT
- François TOULAT

Qu'ils soient remerciés pour la part qu'ils ont prise dans les progrès de l'UNEF ces dernières années.

Je m'excuse de ne pouvoir, ici, détailler totalement ce qu'a apporté chacun d'entre eux, mais je tiens à remercier plus particulièrement Katel et François. Tous deux furent membres du Secrétariat, et ont permis à l'UNEF de se doter d'un véritable journal (le Nouveau Campus) et ont travaillé à doter l'Union Nationale d'un guide qui aujourd'hui, fait référence.

Le Collectif National va donc procéder à deux votes :

- l'élection du nouveau Président et du Secrétaire Général,
- l'élection de 9 membres du Bureau National.

1) Sur le premier point, le Bureau National - à l'unanimité - propose d'élire Marie-Pierre VIEU à la présidence de l'UNEF.

Marie-Pierre, appréciée pour ses qualités de travail, d'aide, pour son dynamisme, rassemble toutes les qualités que requiert cette tâche. Elle est, de l'avis du Bureau National et de toutes les AGE qui ont donné leur avis là-dessus, la personne la mieux à même - en tant que Présidente - de permettre à l'UNEF de faire de nouveaux progrès. D'ores et déjà elle a joué un rôle déterminant dans les progrès de l'UNEF.

D'abord responsable de l'UNEF en classe Prépa à Toulouse en 1986, elle participe avec Laurent Blondiau à recréer l'AGET au Mirail où elle sera élue d'UFR et au C.A.

Elue au B.N. en 92 et au Secrétariat Général en 93, Marie-Pierre est à l'initiative de la mise en place et du développement de plusieurs secteurs d'activité (ex. Vie des Associations), du développement de l'aide aux AGE (Rencontre Régionale, Stage 94), ou encore - la liste n'est pas exhaustive - à la prise en compte de questions nouvelles posées à l'UNEF (3ème cycle, Recherche).

Au final, Marie-Pierre a toutes les qualités pour être une grande Présidente.

Election qui constituerait un événement d'ailleurs, car c'est la première fois qu'une femme serait élue à la tête de l'UNEF depuis 1907 !

Actuellement Secrétaire Générale, la proposition de Marie-Pierre à la présidence, pose bien évidemment la question de l'élection d'un nouveau Secrétaire Général.

Là aussi, le Bureau National pense que Loïc PEN rassemble toutes les qualités pour assumer cette responsabilité.

Loïc, avec Frédéric HARDY, a fait d'Amiens - qui à l'origine comptait 2 adhérents ! - la plus grosse AGE de province (400 adhérents).

Loïc est parmi nous, et de par les responsabilités qu'il a eu (orga), un de ceux qui connaît le mieux l'UNEF, et qui a permis à l'UNEF de progresser en terme d'orga et d'implantation.

3) Le renouvellement du Bureau National

J'ai, au nom du Bureau National, 9 propositions à vous faire pour le renouvellement du Bureau National.

Mais avant d'en arriver là, je voudrais détailler les critères qui motivent ces propositions.

- Proposer des camarades, dont le premier souci soit la construction et le développement d'un syndicat de masse à l'université..

Il ne s'agit aucunement d'avoir une sorte d'unanimisme quant à notre orientation, mais des camarades qui, dans leur diversité, ont le souci de renforcer l'UNEF, et d'aider nos dirigeants, nos adhérents dans leur activité quotidienne.

- Volonté de prendre en compte la diversité de lieu et de filière, avec un souci, celui de renforcer les régions où l'UNEF est la plus faible.

- Prendre en compte la réalité de nos associations, en intégrant des dirigeants qui ont eu une grande expérience là-dessus.

A partir de là, je suis amené au nom du Bureau National à vous faire les propositions suivantes :

- | | |
|--------------------------------|---|
| 1- Vanessa LERI : | Secrétaire à l'Orga de P.VIII |
| 2- Céline CLEMENT : | Présidente d'Amiens |
| 3- Ingrid CHAPARD : | Présidente assoc. Psycho de Jussieu
Secteur Presse |
| 4- Vincent WROBLEWSKI : | Président de P.X |
| 5- Raphaël AULAS : | Président de Clermont-Ferrand |
| 6- Cyril BERNARDIN : | Président de Montpellier |
| 7- Sacha METZMAKER : | Président de Bordeaux |
| 8- Amaury SCHIFFLI : | Président de Mulhouse |
| 9- Laurent GUIBOUD : | Secrétaire à l'Orga de Grenoble |

Ces propositions reflètent les progrès de l'UNEF.

En effet, deux d'entre eux sont issus d'AGE qui se sont reconstruites ces derniers 18 mois, et 5 sont issus d'AGE qui ont déjà dépassé leur chiffre orga de fin d'année dernière.

RESULTATS

Olivier MEIER, Président de la Commission de Contrôle, a procédé aux opérations électorales, accompagné de Claudie CAMUZAT et de Delphine PETIT, membres de la Commission de Contrôle.

Avant la proclamation des résultats, Olivier tient à faire deux remarques :

- l'exceptionnelle participation à ce Collectif National (70 participants et 37 AGE différentes), qui traduit les progrès et la bonne santé de l'UNEF depuis quelques années ;

- le fait, historique, que pour la première fois l'UNEF, et au-delà le syndicalisme étudiant, se dote **d'une** présidente.

- Inscrits	70
- Votants	68
- Bulletins Nuls	2
- Bulletins Blancs	2
- Exprimés	64

- **Présidente de l'UNEF** :

Marie-Pierre VIEU : 51 voix (79,68 %), élue

- **Secrétaire Général** :

Loïc PEN : 59 voix (92 %), élu

- **Membres du Bureau National** :

Vanessa LERI	54 voix - élue
Céline CLEMENT	54 voix - élue
Ingrid CHAPARD	54 voix - élue
Vincent WROBLEWSKI	54 voix - élu
Raphaël AULAS	53 voix - élu
Cyril BERNARDIN	54 voix - élu
Amaury SCHIFFLI	54 voix - élu
Laurent GUIBOUD	54 voix - élu

Ont aussi obtenu :

Président : François FERRETTE : 2 voix

Secrétaire Général : Christian MAITRE : 3 voix